

Interview des experts français en police scientifique  
**« ...Nous ne sommes pas présents au Togo pour déterminer les responsabilités mais simplement pour trouver des éléments techniques ... »** P.7

**Elections législatives prochaines  
POUR ÊTRE CANDIDAT DANS  
L'OGO, IL FAUT ÊTRE  
PATRIOTE** P.7

N° 341 du 30 janvier 2013 / Prix: 250 Fcfa

Récépissé N° 259/21/04/HAAC  
Maison de la presse, casier N° 61  
Directeur de Publication  
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59  
Imprimerie: Saint-Louis

# LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

Enquête sur les incendies  
au Togo

**QUAND LE CST TENTE DE  
REMETTRE EN CAUSE LES  
RÉSULTATS** P.5



Une partie de l'imeuble du Marché d'Adawlato complètement en cendre

**Incendies des marchés  
du Togo**

**DES PREUVES QUI  
METTENT FABRE ET  
LES SIENS AU PIED  
DU MUR** P.3

**LE DÉPUTÉ « BOXEUR » EXCLU, TCHANGNAO  
DANS LES MAILLES DE LA GENDARMERIE**

**Incendies des marchés du Togo**



Agbéyomé Kodjo, Pdt Obuts

**AGBEYOME KODJO  
PRESENTÉ AU JUGE  
D'INSTRUCTION DEPUIS  
LUNDI  
Son sort se décide  
aujourd'hui** P.5

**TOGO-TUNISIE : Didier Six veut les 3 points**



Didier Six, Coach des Eperviers

**« MON EQUIPE  
EST JOUEUSE ET  
NOUS Y ALLONS  
POUR GAGNER »** P.7



*... Une nouvelle race de Managers*

B.P: 24 69 Lomé-TOGO Tél: +228 22 26 22 04 Fax: +228 22 26 22 08 E-mail:mid\_night2469@yahoo.fr



# ANNONCE



## Section I. Avis d'Appel d'offres

### Avis d'Appel d'Offres Ouvert (AAOO)

#### POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES SITES DE TOGO TELECOM FINANCEMENT : FONDS PROPRES Appel d'Offres National N°0001/2013/TGT/DG/DML/PRMP

Date de lancement de l'avis : **11 janvier 2013**

La Société des Télécommunications du Togo (TOGO TELECOM) sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la réalisation des travaux d'aménagement des sites de TOGO TELECOM.

1. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres Ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics en vigueur et ses textes d'application, et ouvert à tous les candidats éligibles.

2. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations ou adresser des correspondances à l'attention de :

Attention de : Manfeidjeou BANEZI, Personne Responsable des Marchés à TOGO TELECOM,  
Ville : LOME

Boîte postale : 333 Pays : TOGO

Numéro de téléphone : +228. 22 21 44 01, 22 34 13 69

Numéro de télécopie : +228.22 21 03 73

Adresse électronique : [mbanezi@togotelecom.tg](mailto:mbanezi@togotelecom.tg)

et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous tous les jours ouvrables de 07 h à 11h30 et de 15h à 17h00.

3. Les exigences en matière de qualifications sont :

- o Les conditions légales de l'entreprise ;
- o La situation financière de l'entreprise ;
- o L'expérience de l'entreprise
- o La disponibilité, la qualification et l'expérience du personnel de l'entreprise ;
- o La disponibilité du matériel requis pour l'exécution des travaux.

Voir les données particulières de l'appel d'offres (DPAO) pour les informations détaillées.

4. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement<sup>1</sup> d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) FCFA à l'adresse mentionnée ci-après :

Direction Générale de TOGO TELECOM

Place de la Réconciliation ; quartier Atchanté

BP : 333 Lomé - Togo

Tél : (228) 22 21 44 01 / 22 53 44 01

Télex : 5245 TG

Fax : (228) 22 21 03 73

E-mail : [spdgqt@togotel.net.tg](mailto:spdgqt@togotel.net.tg) / [contact@togotelecom.tg](mailto:contact@togotelecom.tg)

Site Web : [www.togotelecom.tg](http://www.togotelecom.tg)

5. Le paiement du coût du dossier sera par chèque ou en espèces.

6. Les offres devront être soumises au plus tard le **mercredi 13 février 2013 à 09 heures 00mn T.U.** à la Direction Générale de TOGO TELECOM au Secrétariat Administratif (Direction des Ressources Humaines), **Porte N° 12**, au rez-de-chaussée.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

7. L'ensemble des travaux est reparti en vingt un (21) lots. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, conformément au tableau ci-après :

REPARTITION DES LOTS	GARANTIE DE SOUMISSION
LOT 1 : Travaux de rénovation des bâtiments SRT et Espace télécoms Dapaong	390 000 FCFA
LOT 2 : Travaux de rénovation des locaux techniques de Mango	840 000 FCFA
LOT 3 : Travaux de rénovation des Bâtiments SRTK, SCK, SEK et Espace télécom Kara	1 275 000 FCFA
LOT 4 : Travaux de rénovation des bâtiments SRT et FH Sokodé	900 000 FCFA
LOT 5 : Travaux de rénovation des bâtiments SRT et Espace télécom Atakpamé	480 000 FCFA
LOT 6 : Travaux de rénovation du centre distant et Espace télécom de Kpalimé	420 000 FCFA
LOT 7 : Travaux de rénovation du bâtiment SRT Tsévié	135 000 FCFA
LOT 8 : Travaux de rénovation du bâtiment centre distant Aného	510 000 FCFA
LOT 9 : Travaux de rénovation des locaux techniques de NIAMTOUGOU	150 000 FCFA
LOT 10 : Travaux de rénovation des locaux techniques de SOTOUBOUA COM	150 000 FCFA
LOT 11 : Travaux de rénovation des locaux techniques de BASSAR	150 000 FCFA
LOT 12 : Travaux de rénovation des locaux techniques de GLEI	250 000 FCFA
LOT 13 : Travaux de rénovation des locaux techniques de BLITTA	250 000 FCFA
LOT 14 : Travaux de rénovation des locaux techniques de LANGABOU	250 000 FCFA
LOT 15 : Travaux de rénovation des locaux techniques de KANTE	250 000 FCFA
LOT 16 : Travaux de rénovation des locaux techniques de NOTSE	250 000 FCFA
LOT 17 : Travaux de rénovation des locaux techniques de BAFILO	250 000 FCFA
LOT 18 : Travaux de rénovation des locaux techniques de PYA	250 000 FCFA
LOT 19 : Travaux de rénovation des locaux techniques de CINKASSE	300 000 FCFA
LOT 20 : Travaux de rénovation des locaux techniques de ANIE	300 000 FCFA
LOT 21 : Travaux de rénovation des locaux techniques du FH KARA	450 000 FCFA

Un candidat peut soumissionner pour tous les lots mais il ne peut être attributaire que de deux (02) lots au maximum.

8. Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre est conforme pour l'essentiel et évaluée la moins-disant et qui satisfait aux conditions de qualification requises.

9. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de quatre vingt dix jours (90) à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des IC et au DPAO. La garantie de soumission reste valable vingt huit (28) jours après l'expiration de la garantie de l'offre.

10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **mercredi 13 février 2013 à 09 heures 30mn T.U.** dans la salle de réunion de la Direction Générale de TOGO TELECOM au rez-de-chaussée.

Le Directeur Général,

**Pétchétibadi BIKASSAM**

<sup>1</sup> Le prix demandé doit être **un juste prix** c'est-à-dire destiné à rembourser l'Autorité contractante du coût d'impression du DAO, du courrier et d'acheminement du dossier d'Appel d'offres. Les niveaux du prix ne doivent pas dissuader les candidats de participer à la procédure de mise en concurrence.



## Incendies des marchés du Togo

# DES TÉMOIGNAGES ET PREUVES QUI METTENT FABRE ET LES SIENS AU PIED DU MUR

### LE DÉPUTÉ « BOXEUR » EXCLU, TCHANGNAO SERAIT DANS LES MAILLES DE LA GENDARMERIE

Les premiers résultats de l'enquête sur les incendies criminels survenus dans le pays les 10, 11 et 12 janvier derniers sont désormais connus. L'annonce faite par le procureur de la république, directeur de la commission d'enquête et les preuves présentées à la presse la semaine dernière par le ministre de la sécurité, relèvent bien que ce sont des actes planifiés par des membres du Collectif Sauvons le Togo dont certains comme Agbéyomé Kodjo, Gérard Adja, et un certain Jean Eklou, tous membres du CST, ainsi que les activistes sont en ce moment sous les verrous. Depuis le début de cette affaire le CST s'est empressé de rejeter en bloc les accusations qui seraient dirigées contre lui. Des sorties de presse et autres communiqués du collectif avant même que les enquêtes ne soient ouvertes indexaient plutôt les rangs du pouvoir. Mais aujourd'hui, les togolais sont éclairés. Les révélations faites par les activistes recrutés pour ce que d'aucuns appellent sale besogne, sont très édifiantes. Comme quoi, c'est le voleur qui est toujours le premier à crier au voleur tout simplement parce qu'il chercherait à brouiller les pistes. Ceux

qui évoquent l'hypothèse d'un montage du pouvoir en place n'ont jusqu'à présent prouvé ce qu'ils avancent. Ce qui laisse peu de togolais dubitatifs. Mais par contre, la majorité des togolais croient en ce que ces actes pourraient venir de l'opposition dite radicale et donc le CST qui, depuis quelque temps tient un langage qui se rapproche plus à ce qui est arrivé.

Désormais, eu égard aux aveux des auteurs et la découverte faite à la suite de la perquisition du siège de l'ANC (Alliance Nationale pour le Changement), l'on se demande si Fabre et les siens ne sont pas au pied du mur. Au sein de l'opinion, une question revient sur toutes les lèvres. Pourquoi le député Manti, membre de l'ANC et dont le nom est cité d'être également l'un des managers entre les auteurs et les commanditaires, a-t-il prit la poutre d'escampette ? Qui ne se reproche de rien ne s'excuse de rien, dit-on souvent. Le sieur Manti, convaincu de son innocence n'avait qu'à le prouver en se montrant à la commission d'enquête. Le vin semble tiré et le CST n'a plus qu'à le boire. Ce sera devant les juridictions compétentes qu'Agbéyomé et ses acolytes

répondront de leurs actes. Des actes passibles de 10 ans allant d'une peine à perpétuité selon les spécialistes du droit qui se réfèrent au code pénal en vigueur dans le pays. Déjà, et ceci d'après certaines indiscretions, les victimes touchés dans leurs âmes ne veulent pas entendre parler d'un règlement autre que celui de la justice. Puisque certains estiment que la libération des présumés auteurs pourrait intervenir sous la pression du CST. Une pression à laquelle devrait faire fi le gouvernement s'il ne veut pas donner raison à ceux qui taxent cette affaire de rocambolesque et pensent que ce serait un montage du pouvoir pour s'attirer la sympathie des populations.

En tout état de cause les togolais attendent que cette affaire aille au bout et veulent voir les auteurs et leurs commanditaires punis par la loi. Par ailleurs, rien de plus que la diversion et la fuite en avant dans les propos de Jean Pierre Fabre et de certains membres du CST à en croire de nombreux observateurs. Le Togo est un pays de droit et en tant que tel, nul n'est au dessus de cette loi. L'opposition togolaise a une manière

de voir les choses lorsque celles-ci ne vont pas à son avantage. A chaque fois qu'elle est en difficulté par le fait de ses propres turpitudes, elle trouve toujours à redire et se cache derrière son statut d'opposition pour penser qu'elle est exempt de tout, même si elle enfreint à la loi. N'est ce pas un aveu d'impuissance ? Ce qui s'est passé est une véritable dérive politique du CST qui croit parvenir au pouvoir par des manœuvres de déstabilisation et en montant le peuple contre Faure. Aujourd'hui c'est le revers de la médaille, car le CST tire une partie de son soutien parmi les victimes des incendies des marchés. Et il n'est pas exclu que ces militants victimes tournent le dos au collectif et à leurs différents partis politiques faisant partie intégrante du CST. Aux dernières nouvelles, c'est l'ex député qui s'était transformé en pugiliste d'occasion à l'assemblée nationale pour tenter de lever la main sur son président qui serait dans les mailles de la gendarmerie. Il serait soupçonné d'être également un des auteurs de ces actes criminels.

L. M.

#### Interview du détenu AGBETSI Yao



"J'étais à Lagos, je suis venu juste pour fêter les fêtes de fin d'année. AZE est venu nous voir pour nous solliciter pour brûler des stations d'essence. Après de longues discussions, ce dernier nous a amené deux amis et moi pour rencontré un monsieur qui était à bord d'une voiture au niveau de l'aéroport de Lomé mais chose bizarre ce type ne voulait pas être identifié donc c'est AZE qui jouait l'intermédiaire entre nous. Tout fut conclu sur 1million 500.000 F mais nous avons refusé. Une fois arrivée chez nous, seulement 5000 F nous a été remis pour le transport. Je regrette cet acte et prie le peuple togolais de me pardonner."

#### Interview du détenu LOU Mohamed



"J'ai participé aux réunions préparatoires qui ont commencé le 05 Janvier à 2H 45 min et le 08 Janvier 2013 à 14H au siège du parti ANC. Je connais ce parti il y a juste cinq mois mais je suis dans le pays cela fait 17mois. Les commanditaires du drame du grand marché sont Eric DUPUY secrétaire chargé de la communication du parti, Jean EKLOU président des jeunes dudit parti, Alphonse KPOGO secrétaire du parti ADDI puisqu'ils ont assistés aux deux réunions.

Je fais bel et bien parti des exécutants mais je décline mon innocence parce que je n'ai pas le choix d'accomplir une idée qui m'a été donnée.

Je suis de la république du Sénégal. Je n'ai aucune

famille ici. Aucune promesse ne m'a été faite mais juste avoir un papier pour exil politique.

Nous étions au marché d'assigné dans la nuit du vendredi 11 janvier 2013 aux environs de 23H après une réunion. L'exécution a été faite avec des cocktails Molotov fabriqués à base des bidons de l'eau vitale, 1L et demi, d'essence et de poudre à Canon.

Avant l'opération une préparation mystique a été faite dont je ne sais le contenu. Seul Dieu sait. Il y a une cérémonie qui a été faite. Après l'avoir bu je me rendais plus compte de rien; c'était comme si j'ai pris de la drogue. Une force intérieure qui passe à la sommité d'un homme. Je sais de quoi je parle car je l'ai vécu."

#### Interview du détenu AZEA koffi



"Suite à son appel

téléphonique, je suis parti rencontré au collège Protestant de Lomé le jeudi 10 janvier 2013 à 13H ADJAH vice président du parti OBUTS qui m'a sollicité pour brûler deux stations d'essence; ce que j'ai refusé et promis par la suite de lui chercher d'autres frères.

Vendredi, soit le lendemain je l'ai ramené trois personnes que j'ai connu dans la forêt sacrée de Bé ou nous étions ce jeudi la pour affronter les forces de l'ordre qui interdisaient le début de la marche des derniers tours de Jéricho organisée par le CST.

Comme ADJAH a refusé de discuter avec ces jeunes au point d'être connu, c'est moi qui jouais l'intermédiaire entre eux. Après de longue discussion une somme de 1million 500000 fcfa a été conclue."

#### Interview du détenu AMAH Komlan dit Sèna



"J'ai été sollicité par le député MANTI pour aller incendier une maison à Agoè mais je ne l'ai pas fait et rien ne m'a été proposé en retour.

Selon MANTI c'est parce que ce local sert toujours de lieu de résultats frauduleux des élections pour le pouvoir en place.

Notre rencontre a été effectuée au siège du parti ANC le jeudi 10 janvier 2013 d'où ce dernier m'a remis 7000F pour le carburant dans ma moto afin d'aller connaître la maison.

Arrivé sur le lieu, j'ai constaté qu'il y a des gens dans la maison d'où j'ai jugé que c'est un acte très inhumain et j'ai refusé.

Le samedi dernier après la marche du FRAC et CST, Appolinaire escorte de Jean P. FABRE, m'a sollicité dans la maison de son patron pour être un agent de sécurité la nuit puisqu'il y a que deux et il en manque douze; aussitôt, je suis allé demander à ma femme et cette dernière a refusé. J'ai été prit dans un bar à Fléau jardin."



## Visite du PM en Belgique / Interview de Kate Albert

# « LE PROBLÈME DE L'ÉCONOMIE EST UN PROBLÈME PATRIOTIQUE »

Le Premier ministre Arthème Ahoomey-Zunu, a reçu vendredi soir à Bruxelles les représentants de la Fédération des associations togolaises de développement. Il s'est félicité du climat de confiance qui existe désormais entre la Diaspora et les officiels - ce qui n'était pas le cas jadis - et qui permet d'établir un dialogue constructif sur les questions de développement' Info Diaspo a tenu son micro à Albert Kate, un blogueur analyste des questions de la diaspora, et de la situation économique du Togo.

**Info Diaspo :** Vous êtes l'un des premiers leaders du mouvement de la diaspora économique et de développement, et membre fondateur du premier et plus grand mouvement DIASPORA TOGO USA qui a vu le jour au MIDWEST et très populaire sur le net. Que tirez vous de la rencontre de Bruxelles entre le PM et la fédération des associations togolaises du développement ?

**Mr. Albert Kate :** C'est un privilège et un honneur pour moi d'être membre fondateur de l'équipe dirigeante et l'assemblée constitutive qui a initié la première organisation et plus grand mouvement qui a choisi le thème 'économie et développement' comme objectif. Je salue les compatriotes de Belgique et d'ailleurs qui sont à pied d'œuvre pour que ce mouvement se forme partout dans le monde et apporte des résultats qui créeront de l'emploi pour nos frères et sœurs.

Une chose dont chacun est certain est que si notre pays avance économiquement, cela ne doit normalement déranger personne. Le PM a bien fait d'écouter les compatriotes et je souhaite que lors des visites officielles du gouvernement partout dans le monde, cet échange continue, mais surtout qu'il y ait plus de fluidité plus que jadis dans le protocole afin que les vrais leaders et messagers prennent part à ces discussions. La reconnaissance de la nécessité des contributions économiques de la diaspora pour relever la croissance est un franc parlé du PM et de son gouvernement qui s'ajoute aux multiples déclarations et études de la BCEAO, la Banque Mondiale, la BAD, le Trésor US, le CNUCED etc..... Ceux qui veulent contribuer au développement du Togo sont des bâtisseurs et ont de

bonnes intentions. Il faut donc leur faciliter la tâche mais cela dépendra de certains, uniquement de certains.

**Info Diaspo :** Mr Albert Kate, que dites vous du fait que : 'plusieurs intervenants ont pointé du doigt les obstacles qui, selon eux, freinent encore l'investissement de la Diaspora au Togo. En clair, ils disent : 'la crainte réside dans l'absence de garanties'.

**Mr. Albert Kate :** Je ne peux spéculer sur les détails car n'ayant pas les points spécifiques que les intervenants ont pointé du doigt comme obstacles. Par contre, je peux vous dire que dans mon interview du 26 janvier 2013 sur iciLome, je vous ai listé certaines inquiétudes qui m'ont été reporté tout comme les frais de douanes sur les conteneurs, véhicules, équipement destinés à la création d'emploi, l'éthique à certains niveaux etc... Les garanties, au niveau de la réalisation de projets, cela peut se résoudre. Il faut en parler avec les personnes qui peuvent résoudre le problème et donner les garanties escomptées.

**Info Diaspo :** Dites nous donc comment résoudre le problème de garanties , puisque c'est l'une des craintes majeures.

**Mr. Albert Kate :** De moi vous n'aurez que des commentaires pour l'instant. La solution à ces craintes demande une discussion franche et des propositions concrètes à un certain niveau, tenez vous bien, 'à un certain niveau'. Je vous dis seulement que la diaspora a de bonnes intentions en voulant aider à la croissance, ce qui se révèle sine qua non, selon la communauté internationale pour la réduction du chômage. Il faut arriver à convertir les bonnes intentions du gouvernement et de la diaspora en un plan commun bien soutenu, je dis bien 'bien soutenu' et nos frères et sœurs auront des boulots partout comme cela a été au Ghana voisin. Le problème de l'économie est un problème patriotique. Des routes qui ont été construites par le gouvernement, les particuliers et les privés doivent ouvrir beaucoup de boutiques aux abords. Ces boutiques doivent être remplies de marchandises de notre diaspora et des



Albert Kate

commerçants. Nos frères et sœurs doivent trouver des boulots dans ces boutiques et gagner des salaires pour dépenser et relancer l'économie. Le cycle continue, le gouvernement réalise plus de projets mais le poids de la jeunesse va être soutenu par chacun dans un sens ou l'autre. Et le gouvernement continuera de faire des réformes économiques, signer des traités commerciaux et d'échange, revoir sa politique fiscale ou monétaire, politique d'attraction et de développement économique dans des zones spécifiques du territoire, pour faciliter la tâche aux partenaires du développement, créer de l'emploi et le cycle continue. Beaucoup de routes sont déjà construites alors, essayons ensemble de lever l'équivoque et passer à l'étape suivante pour créer plus d'emploi à nos frères et sœurs.

**Info Diaspo :** Que dites vous du fait que 'le PM s'est félicité du climat de confiance qui existe désormais entre la Diaspora et les officiels - ce qui n'était pas le cas jadis - et qui permet d'établir un dialogue constructif sur les questions de développement' ?

**Mr. Albert Kate :** Pour vous donner un peu d'humour, le PM sans cravate devant des frères était en bon style démontrant qu'une

développement'. Vous avez contribué à la construction de la diaspora économique et de développement, et le plus grand mouvement aux USA, que dites vous de cela?

Le PM parlait du climat de confiance entre les officiels et la diaspora, si vous voulez bien placer la question dans son contexte. Je pense que ce climat de confiance est nécessaire et indispensable, si la diaspora qui souhaite des réformes et le gouvernement qui veut voir la diaspora investir, souhaitent ensemble avoir des résultats positifs chacun de son côté. Ne soyons pas naïfs, le gouvernement est le seul qui peut faire les réformes. La diaspora qui souhaite les réformes doit pouvoir être écoutée et être satisfaite pour oser investir. Un intérêt mutuel pour ainsi dire.

**Info Diaspo:** Votre mot de la fin.

**Mr. Albert Kate :** Si l'économie est un problème patriotique, nous devons être à l'écoute des autres qui sont aussi de différentes sensibilités mais veulent honnêtement contribuer, ne serait ce que se faire écouter. C'est une joie de participer à la construction ou la reconstruction de quelque chose. C'est une plus grande joie de voir des frères et sœurs se réjouir des fruits de nos efforts. Certains d'entre nous ont fait le choix des réformes politiques et d'autres veulent contribuer dans les efforts de réformes économiques et nous nous complétons tous. Au moins aidons et rassurons nous que nos efforts peuvent faire la différence et que nos compétences seront utiles à l'avancement, quelque soit le rythme, mais pas du gâchis. Nous partageons la même histoire et le même temps quoiqu'il arrive. Le Créateur seul demeure Dieu, mais il est 'Amour'. Les meilleures réformes économiques ou politiques, les meilleurs efforts et réalisations se feront par 'Amour', la force du Créateur...Quelques soient nos bras de fer, cet amour du Créateur agira dans certains cœurs pour un meilleur avenir et une meilleure construction de notre nation et ensemble, nous allons cohabiter en amour et en prospérité quoiqu'il arrive. Je vous remercie.

Icilome.com

**Info Diaspo :** Le PM parle de : 'dialogue constructif sur les questions de



## Lu sur le net !

### Les femmes aiment les hommes grands mais pas trop

Il ressort d'une étude hollandaise sur les couples hétérosexuels que les deux sexes préfèrent que l'homme soit plus grand que la femme, mais dans des proportions raisonnables.

Des chercheurs de l'Université de Groningen aux Pays-Bas ont analysé des données de parents de 19.000 bébés nés au Royaume-Uni en 2000. Ils ont noté que dans plus de neuf couples sur dix, l'homme était plus grand que sa femme. La différence de taille moyenne entre les deux sexes était d'environ 14 cm.

Une étude précédente menée auprès de couples anglais et américains et publiée en 1980 avait montré que la femme était plus grande que l'homme dans seulement un couple sur 720. Mais les chercheurs hollandais ont expliqué que les femmes dépassaient les hommes dans deux couples sur 100, c'est à dire 14 fois plus que lors de l'étude de 1980.

Les scientifiques notent que même si les femmes préfèrent les hommes grands, elles ne veulent pas non plus des géants. Les différences de tailles de plus de 25 cm étaient plus rares. De plus, il ressort de l'étude que les femmes préfèrent une plus grande différence de taille que les hommes, mais que les hommes et les femmes de grande taille préfèrent une différence de taille plus limitée.

Ces résultats sont parus le 16 janvier dans la revue Public Library of Science (PLoS) One.

Des études précédentes avaient par ailleurs montré que les hommes de grande taille ont plus de chance de se marier et tendent à avoir plus d'enfants que les petits.

Relaxn

### Séduction : qui se ressemble (physiquement), s'assemble !

Des chercheurs du CNRS viennent de démontrer que les hommes étaient plus attirés par les partenaires sexuels qui leur ressemblaient. Publiés dans la revue PLoS One, ces travaux ouvrent la voie à de nouvelles problématiques, comme la descendance issue de ces couples.

De précédentes études ont essayé de définir les caractères qui rendent une femme physiquement attirante. La plupart se sont intéressés aux traits liés aux taux d'hormone et à la fertilité mais les scientifiques français se sont penchés sur des traits qui n'offrent a priori pas d'avantage particulier, comme la couleur des yeux, l'épaisseur des lèvres...

Ces travaux cherchaient à tester deux hypothèses évolutives distinctes :

- D'une part, l'homogamie qui estime que les individus sont attirés par des partenaires potentiels qui possèdent les mêmes traits et caractères du visage; donc vers des individus qui leur sont proches génétiquement.

- D'autre part, l'hypothèse de l'incertitude de la paternité, propre aux espèces qui s'occupent de leur descendance, qui repose sur le fait que, pour ne pas investir d'énergie sur un enfant qui n'est pas le leur, les hommes auraient tendance à préférer chez des femmes des traits récessifs (exemple yeux bleus et lèvres fines qui sont des caractères récessifs par rapport aux yeux marron ou aux lèvres épaisses) afin de pouvoir reconnaître chez l'enfant ses propres caractères.

Afin de tester ces hypothèses, les chercheurs ont demandé à une centaine d'hommes de choisir des visages féminins qu'ils trouvaient attirants parmi une sélection de photographies. Un second groupe a été invité à choisir des femmes attirantes, mais cette fois à partir de visages construits par ordinateur. Résultat, les hommes ont opté pour les visages avec lesquels ils partageaient certains traits, notamment la couleur des yeux et des cheveux, l'épaisseur des lèvres et des sourcils, ou l'existence d'une fossette au menton. Dans la deuxième expérience, ils ont choisi celui avec lequel il partageaient au moins un trait dans 37 % des cas.

Dans un second temps, les chercheurs ont analysé des photos de couples, ayant au moins un enfant afin de savoir si ces préférences avaient une réelle influence sur le choix du partenaire. Là aussi, les résultats plaident en faveur de l'hypothèse de l'homogamie, les conjoints ayant plus de traits du visage en commun que deux individus pris au hasard.

Aucun des résultats n'est venu conforter l'hypothèse de l'incertitude de paternité.

"L'importance de l'homogamie dans le choix d'un partenaire est encore très peu étudiée et soulève de nombreuses questions. Par exemple, la descendance issue d'un couple relativement proche génétiquement présente-t-elle un avantage ? Il reste aussi à déterminer si ce phénomène est local, propre à l'Occident, ou s'il a lieu au sein d'autres cultures", s'interrogent les chercheurs.

David

## Enquête sur les incendies au Togo QUAND LE CST TENTE DE REMETTRE EN CAUSE LES RÉSULTATS

Le drame des incendies d'abord du grand marché de Kara dans la nuit du 09 au 10 janvier, ensuite du grand marché de Lomé dans la nuit du 11 au 12 janvier, fait couler beaucoup d'encre et de salive. Tout simplement, les togolais veulent et attendent de savoir les causes et les auteurs de ces incendies survenus comme planifiés. Les enquêtes alors ouvertes pour situer les uns et les autres, suivent leur cours. Mais déjà, les pistes et les indices qui guident les interpellations et les perquisitions, les aveux des personnes interpellées et les premiers résultats qui en résultent sont très vite rejetés au CST (Collectif Sauvons le Togo). Ce collectif constitué de partis politiques de l'opposition, des organisations de défense des droits de l'homme et de la société civile, multiplie ses sorties médiatiques pour se faire entendre.

Face à la presse lundi au siège de la LTDH (Ligue Togolaise pour les Droits de l'Homme), les responsables du CST ont véhément contesté la perquisition effectuée samedi au siège de l'ANC (Alliance Nationale pour le Changement), principal parti membre du CST. Dans une

déclaration présentée par Me Gill Benoît Afangbédji, les responsables du CST allèguent que les éléments retrouvés à la faveur de cette perquisition au siège de l'ANC, ne sont ni des explosifs, ni des cocktails Molotov. « Ce sont des tessons de bouteilles de sérum, des bouts de fils et des clous » disent-ils. Et ainsi pour eux, ces objets n'ont aucun lien avec les incendies. « C'est en vain que l'on rechercherait un lien entre ces objets et les incendies des marchés. Il s'agit une fois encore des manœuvres de diversion en cours, des montages grotesques savamment orchestrés visant à détourner l'attention des populations des vrais auteurs et commanditaires des incendies en cause » estime Me Ata Messan Zeus Ajavon, coordonnateur du CST.

Parmi les jeunes interpellés, les responsables du CST disent reconnaître bien certains habitués des manifestations à leurs côtés. L'un d'entre ces jeunes s'est présenté à la gendarmerie comme sénégalais, répondant au nom de Mohamed Lou. Selon les responsables du CST, ce jeune plutôt s'appelle Tomety Toussaint, parlant bien mina, il serait donc

togolais. « C'est un jeune homme farfelu qui dit des choses connes » souligne Me Ata Messan Zeus Ajavon, coordonnateur du CST. Et pourtant, ce jeune comme tout autre jeune a toujours manifesté dans les rangs du CST sans que les responsables du CST le prennent pour sénégalais et le traitent de farfelu.

Pour les responsables du CST, les jeunes interpellés sont instrumentalisés et manipulés, ceci pour incriminer et déstabiliser le CST. « Ils (ndlr : l'Etat) disent que c'est nous, nous aussi nous disons que c'est eux. Dans ces conditions, nous exigeons une enquête internationale pour situer les uns et les autres sur les incendies des marchés de Kara et de Lomé » a laissé entendre Me Ata Messan Zeus Ajavon. Cette enquête internationale selon le CST, devra être soutenue techniquement et financièrement par la communauté internationale notamment les Nations Unies, l'Union Européenne, l'Union Africaine, les Etats Unis, la France, l'Allemagne, le Royaume Uni et l'Afrique du Sud.

C. M.

## Incendies des marchés du Togo AGBEYOME KODJO PRÉSENTÉ AU JUGE D'INSTRUCTION DEPUIS LUNDI Son sort se décide aujourd'hui

Interpellé dans l'affaire des incendies au Togo, le président de OBUTS (organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire), Agbéyomé Kodjo aurait été présenté le lundi au procureur de la république, directeur de la commission d'enquête et à un juge d'instruction. C'est ce qu'ont annoncé le mardi nos confrères de radio victoire au Togo dans leur émission audi-actu. D'après les mêmes confrères, c'est ce mercredi, qu'il sera décidé la libération ou non du président de OBUTS. Ce dernier fait parti des 17 personnes interpellées par la gendarmerie togolaise dans le cadre de l'enquête sur les incendies criminels qui ont eu lieu dans le pays. Parmi elles, beaucoup ont reconnu publiquement avoir été approchés d'une manière ou d'une autre par certains responsables dont Gérard Adja du même parti OBUTS, pour mettre le feu aux stations d'essence dans la capitale Lomé moyennant une somme de 1 million 500 mille FCFA. Somme qui leur sera remise par Gérard Adja après que ce dernier l'aura récupéré auprès de son patron qui n'est autre qu'Agbéyomé Kodjo. Dans cette situation une libération de M. Agbéyomé Kodjo risquerait de mettre en doute l'existence même de l'affaire selon certains



Agbéyomé Kodjo, Pdt de OBUTS

observateurs, pour qui Agbéyomé, s'il est avéré que ce soit lui le financier de l'opération, est un complice et même un commanditaire des actes criminels dont les manifestations sont les incendies des marchés et d'autres lieux stratégiques du Togo. Et la loi prévoit aussi les sanctions dans ces genres de cas.

En tout état de cause, l'on attend de voir ce qu'il en sera. Le gouvernement qui veut aller loin dans cette affaire joue sa crédibilité et tout faux pas sera une aubaine pour ses détracteurs de le discréditer encore plus.

La rédaction  
le Messager





# illico POUR TOUS

**Juqu'au 06 Février 2013** dans tous les Espaces Telecom, faites remplacer votre téléphone illico usagé et **recevez gratuitement\*** un tout neuf !

**illico CLASSIC**

ETS 388
C 2600
ETS 668
ETS 310
CLASSIC08
SYS 8308
SYS 4300
C260E
MOB450
C 210E
L 200 (Mode ESN ou 450Mhz)
C 5320
RC 161
NOKIA 2505
NOKIA 7088
C 2800

Téléphone de remplacement



**illico Classic**  
C 2857

**illico BASIC**

ETS 2258 FM
WP 520
ETS 1001
ETS 2055
ETS 2258
ETS 2077
ETS 2051
FWTC6
ETS 2058 FM
ETS 2058

Téléphone de remplacement



**illico Basic**  
C 2058

**Regénération carte SIM illico**



**995 F CFA**

\* Achat d'une recharge illico de 10 000 F CFA



✓ Remplacement de votre téléphone illico usagé

✓ Réactivation automatique carte SIM illico désactivée

✓ Crédit de communication de 10 000 F CFA

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou **appelez le 112.**

**ESPACES TELECOM À LOMÉ**

**Ex Direction Générale**  
Avenue Nicolas GRUNTZKY,  
ancien siège  
Tél : (228) 22 21 47 14

**Espace HELIM**  
Ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 32 06

**Espace Telecom AGOE NYIVE**  
Juste après la Brasserie BB  
Tél : (228) 22 50 82 01

**Espace Telecom ADIDOGOME**  
Face Église d'Adidogomé  
Tél : (228) 22 50 83 01

**Espace Telecom ADOBOU-KOME**  
Face mosquée de l'ex Zongo  
Tél : (228) 22 23 16 67

**Espace Telecom Place de l'Indépendance**  
Près de la Place de l'Indépendance  
Tél : (228) 22 21 86 23

**Espace Telecom ASSIVITO**  
Espace HELIM, ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 74 00

**Espace Telecom PORT**  
Près du Rond-Point du PAL  
Tél : (228) 22 27 46 03

**ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR**

**Espace Telecom TSEVIE**  
Près du grand marché de NDANYI  
Tél : (228) 23 30 00 01

**Espace Telecom ANEHO**  
Dans le bâtiment de l'UTB  
Tél : (228) 23 31 07 24

**Espace Telecom KPALIME**  
Près de la Préfecture  
Tél : (228) 24 41 00 50

**Espace Telecom ATAKPAME**  
Face à la station TOTAL  
Tél : (228) 24 40 02 39

**Espace Telecom SOKODE**  
Face au marché - Après CNSS  
Tél : (228) 25 50 01 21

**Espace Telecom KARA**  
Près du stade Municipal  
Tél : (228) 26 60 00 60

**Espace Telecom DAPAONG**  
Face au commissariat  
Tél : (228) 27 70 83 00



Interview des experts français en police scientifique

## « ...Nous ne sommes pas présents au Togo pour déterminer les responsabilités mais simplement pour trouver des éléments techniques relatifs à l'origine et à la propagation de ces feux »

Deux experts français en police scientifique sont à Lomé depuis le 18 janvier où ils cherchent à "comprendre les causes" des incendies qui ont ravagé le marché de Kara (nord) et le principal bâtiment du grand marché de Lomé.

Ces experts sont à Lomé, suite à une demande "d'assistance technique" formulée par le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé auprès de son homologue français François Hollande. Nos confrères de RFI et de Focus Info ont approché ces deux experts. Lisez plutôt.

**Focus info/RFI : Afin d'éclairer un peu plus nos lecteurs sur les raisons de votre présence au Togo, pourriez-vous nous en dire plus sur vos compétences et expériences en matière d'investigation sur les incendies ?**

**HB :** Je laisserai à mon collègue le soin de répondre à cette question pour son cas.

Pour ce qui me concerne, j'occupe actuellement les fonctions de chef de la section ingénierie du feu au Laboratoire central de la Préfecture de Police et je suis aussi expert près la Cour d'Appel de Paris. Je me rends régulièrement sur des scènes d'incendie afin de travailler sur les causes de ces sinistres. Nous travaillons toujours selon une méthode opérationnelle préétablie et très rigoureuse à l'aide d'outils très sophistiqués. Nous sommes en effet la seule unité d'Europe à un modèle de simulation tenant compte des effets physiques d'un feu dans le cadre de nos expertises.

**Francis DEBIASI :** Pour ma part, j'appartiens au corps des sapeurs-pompiers de Paris et je suis responsable de la cellule investigations au sein de cette brigade. Dans le cadre de mon métier, je suis amené plusieurs fois par

semaine à me déplacer sur des feux et à en tirer le plus rapidement possible de nombreuses conclusions (origine, propagation etc).

**Focus info/RFI : Vous parlez il y a quelques instants de méthodes opérationnelles d'investigation très rigoureuses. Quelles sont-elles ?**

**FD :** La première chose à savoir, c'est qu'en matière d'enquête post-incendie, une hypothèse qui ne se fonde pas sur des faits scientifiques ou physiques déterminés n'est que supposition, jusqu'à preuve du contraire. Partant de ce constat, l'enquête incendie débutera par l'observation des locaux notamment de la dégradation des matériaux ainsi que les flux thermiques lors de l'incendie. Ces éléments ajoutés à une très bonne connaissance des matériaux

permettront d'obtenir une parfaite lecture du feu.

Après ces premières investigations, on cherchera à échanger avec les premiers intervenants à savoir les sapeurs pompiers mais aussi avec des témoins oculaires de ces sinistres. Ces éléments nous permettent d'établir ce que nous appelons des "RETEX" pour "retour d'expériences".

**Focus info/RFI : Ces deux techniques permettent-elles à coup sûr de déterminer les origines des incendies ?**

**HB :** A l'aide de nos observations et des analyses qui sont effectuées en France, nous parvenons généralement à déterminer l'origine et parfois les causes des incendies. Au Togo, c'est notre seule mission.

**Focus info/RFI : Dans combien de temps pourrez-vous livrer aux togolais les premiers éléments de**

**l'enquête en cours ?**

**HB :** Comme je l'ai déjà dit, nous sommes au Togo pour réaliser une enquête technique sur demande expresse des autorités togolaises. Après l'observation des trois marchés de Lomé, de Kara et d'Adidogomé et les analyses qui seront réalisées en France de certains produits retrouvés sur les lieux, nous remettrons aux autorités togolaises un rapport détaillé relatant nos conclusions. Je souhaite insister sur le fait que nous ne sommes pas présents au Togo pour déterminer les responsabilités mais simplement pour trouver des éléments techniques relatifs à l'origine et à la propagation de ces feux. Quant à la publication de nos conclusions, ce sera aux autorités togolaises d'en déterminer le moment opportun.

**TOGO-TUNISIE : Didier Six veut les 3 points**

## « MON EQUIPE EST JOUEUSE ET NOUS Y ALLONS POUR GAGNER »



Didier Six, Coach des Eperviers

Le staff technique des Eperviers a organisé une conférence de presse le Lundi 28 janvier 2013 en Afrique du Sud. Le coach des Eperviers croit en la victoire de son équipe. Le sélectionneur Didier Six a déclaré que : « Nous sommes aujourd'hui à une journée assez extraordinaire pour le Togo. Mais, cette journée ne doit pas cacher la réalité des choses, c'est-à-dire les difficultés de ce groupe. Ce groupe est qualifié du groupe de

la mort et nous avons eu la chance d'avoir éliminé les Algériens sur ce match. Aujourd'hui nous tombons sur l'équipe tunisienne, qui est toujours présente à la Can. A l'heure d'aujourd'hui, nous devons nous préparer ».

Il a poursuivi en galvanisant à bloc ses poulains : « Nous avons une équipe joueuse...L'esprit des joueurs, quand on rentre sur un terrain c'est pour gagner. Il est vrai que dans la réalité mathématique des choses, nous avons besoin d'un point. Mais, la réalité du football, c'est de ne pas se contenter de ce cela, mais prendre les 3 points ».

C'est cet après midi que le Togo joue la Tunisie. Et tout porte à croire que l'exploit du 26 janvier pourrait être rééditer du côté togolais ; ceci au vue de l'ambiance qui règne dans le groupe. Mais quoiqu'il en soit, les éperviers auront démontré en face du monde qu'on peut toujours compter avec eux, et qu'ils peuvent rebondir là où on les attend le moins. La prestation contre la Côte d'Ivoire et celle contre l'Algérie viennent démentir les prétentions de Marcel Desailly qui a cru rabaisser le Togo laissant entendre sur Canal plus au cours de l'émission en route pour la CAN avec le confrère Philip Doucet, que le Togo n'allait rien faire dans son groupe.

## POUR ÊTRE CANDIDAT DANS L'OGO, IL FAUT ÊTRE PATRIOTE



Les membres du Bureau des Jeunes Leaders d'Opinion de l'Ogou

« La démocratie mal comprise dans nos sociétés et l'information de certaines élites politiques ont engendré dans notre préfecture des confusions totales auxquelles nous nous échappons difficilement. La haine, la violence, l'ethnocentrisme, la stigmatisation, des querelles intestines, l'intérêt personnel...sont devenus monnaies courantes », lit-on dans la déclaration liminaire du Collectif d'associations des Jeunes, des Etudiantes et Etudiants, leaders d'opinion ainsi que des personnes ressources de la préfecture de l'Ogou, réunis ce samedi à Lomé pour faire l'état des lieux de leur milieu.

A l'issue des assises placées sous le thème : « quel leader pour un vrai développement de l'Ogou », ils sont résolument déterminés à exiger des formations politiques qui se lanceraient dans la préfecture de l'Ogou dans le cadre des élections législatives et locales en perspective, les conditions suivantes :

- le prochain candidat de l'Ogou doit avoir de l'amour pour sa préfecture ;
- il doit être soucieux d'entretenir un vivre ensemble intercommunautaire, fraternel, harmonieux, paisible et constructif ;
- il doit être préoccupé par un développement socioéconomique et durable de la préfecture ;
- il doit connaître les réels problèmes qui font rétrograder la préfecture sur tous les plans ;
- il doit avoir fait des preuves d'actes de développement.

Selon le président du Collectif d'associations, Oga Paul, « tous les fils et filles de la préfecture doivent avoir leur regard dans la gestion des affaires du milieu. »





# Profitez du premier outil universel : Internet

GPS - GESTION DE DONNÉES À DISTANCE - INTERNET HAUT DÉBIT RÉEL



**illico** le fixe sans fil  
**Android**

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou **appelez le 112.**

**ESPACES TELECOM À LOMÉ**

**Ex Direction Générale**  
Avenue Nicolas GRUNTZKY,  
ancien siège  
Tél : (228) 22 21 47 14

**Espace HELIM**  
Ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 32 06

**Espace Telecom AGOE NYIVE**  
Juste après la Brasserie BB  
Tél : (228) 22 50 82 01

**Espace Telecom ADIDOGOME**  
Face Église d'Adidogomé  
Tél : (228) 22 50 83 01

**Espace Telecom ADOBOU-KOME**  
Face mosquée de l'ex Zongo  
Tél : (228) 22 23 16 67

**Espace Telecom Place de l'Indépendance**  
Près de la Place de l'Indépendance  
Tél : (228) 22 21 86 23

**Espace Telecom ASSIVITO**  
Espace HELIM, ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 74 00

**Espace Telecom PORT**  
Près du Rond-Point du PAL  
Tél : (228) 22 27 46 03

**ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR**

**Espace Telecom TSEVIE**  
Près du grand marché de NDANYI  
Tél : (228) 23 30 00 01

**Espace Telecom ANEHO**  
Dans le bâtiment de l'UTB  
Tél : (228) 23 31 07 24

**Espace Telecom KPALIME**  
Près de la Préfecture  
Tél : (228) 24 41 00 50

**Espace Telecom ATAKPAME**  
Face à la station TOTAL  
Tél : (228) 24 40 02 39

**Espace Telecom SOKODE**  
Face au marché - Après CNSS  
Tél : (228) 25 50 01 21

**Espace Telecom KARA**  
Près du stade Municipal  
Tél : (228) 26 60 00 60

**Espace Telecom DAPAONG**  
Face au commissariat  
Tél : (228) 27 70 83 00

**TOGO TELECOM, La Référence**

[www.togotelecom.tg](http://www.togotelecom.tg)